Résumé de webinaire: ***Comprendre le sens et les conséquences de « ne laisser personne derrière » et Comment utiliser le financement pour l'éliminer les inégalités***

31 janvier 2019

Revoir l'enregistrement et télécharger les slides

Plus de 150 personnes, basées dans environ 50 pays, ont participé au webinaire SWA intitule « Comprendre le sens et les conséquences de « ne laisser personne derrière » et Comment utiliser le financement pour l'éliminer les inégalités ». Ce webinaire faisait partie de la série 2019 de webinaires SWA portant sur le principe de « ne laisser personne derrière », qui est également le thème global de la Réunion des Ministres du Secteur qui aura lieu à San Jose, Costa Rica, les 4 et 5 avril 2019. « Ne laisser personne derrière » est l'un des sept principes directeurs du SWA, et se trouve au cœur de l'atteinte des Objectifs de Développement Durablepour l'accès universel aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

Le webinaire a souligné la place centrale accordée à la réduction des inégalités dans les ODD et l'objectif de « ne laisser personne derrière ». L'Agenda 2030 veut que les indicateurs ODD soient désagrégés pour permettre aux pays de suivre l'évolution des écarts entre les groupes favorisés et défavorisés. Les données doivent être désagrégées selon le revenu, l'âge, le sexe, la race, l'ethnicité, le statut migratoire, les handicaps, la situation géographiques, et autres critères.

En planifiant les progrès vers les ODD, les gouvernements et leurs partenaires doivent utiliser les données et les preuves pour identifier les populations marginalisées et comment les prioriser, tout en assurant la durabilité des services pour ceux qui y ont. Le webinaire a aussi abordé comment les processus nationaux prennent en compte cet agenda ambitieux.

Alors que les données continuent à émerger sur ces points, le UN-Water Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water 2017 indiquait déjà que la plupart de pays répondant ont des mesures spécifiques pour atteindre les populations pauvres dans leurs politiques et plans EAH. Toutefois, seulement la moitié des pays disent faire le suivi des progrès de services à ces mêmes populations. Encore plus rares sont les pays qui ont des mesures financières pour cibler les populations pauvres. Les pays à revenu faible étaient les moins à même de mettre en place des mesures spécifiques et cibler des ressources vers les populations pauvres.

Le webinaire s'est aussi concentré sur comment le financement peut être utilisé pour éliminer les inégalités. Le financement constitue une partie critique du Cadre SWA car il est crucial pour fournir les services. La manière dont les partenaires dirigent et utilisent les ressources financières est également critique pour l'efficacité dans le secteur. Le financement est donc à la fois un « quoi » et un

« comment » du secteur. Il existe néanmoins des défis majeurs dans le secteur – manque de connaissances sur les besoins d'investissement pour atteindre les cibles ; l'ignorance des enveloppes financières disponibles ; l'écart de financement ; faible efficacité du secteur ; et manque de stratégies financières pour mobilier et cibles les ressources existantes.

Les participants ont souligné les difficultés qu'ils anticipent, notamment en ce qui concerne les données manquantes ou les défis politiques comme pour les populations considérées « apatrides ». D'autres participants ont souhaité connaître des exemples de plans qui ont répondu de manière adéquate aux inégalités. Dans certains cas, le défi est de convaincre les parties prenantes à prioriser les investissements en EA pour éliminer les inégalités tout en augmentant la couverture des services. Les exemples de réussites dans la planification et le ciblage des ressources sont les bienvenus.

Grace à ses Dialogues Ministériels dynamiques, la Réunion des Ministres du Secteur espère être une plateforme pour les ministres de se focaliser sur l'atteinte de viabilité financière chez les fournisseurs de services EAH, tout en atteignant les populations pauvres et vulnérables aves des services abordables. Ceci comprendra les éléments tels l'augmentation des tarifs, la sélection de modèles et niveaux de services, l'amélioration de l'efficacité de fonctionnement pour réduire les couts, la protection des pauvres lorsque les prix deviennent prohibitifs, et le remplissage de l'écart financier, y compris la mobilisation du secteur prive via des partenariats public-privé.